La démocratie n’est rien d’autre que la science et la connaissance

Discours de Son Excellence le Dr Ṭāhā Ḥusayn Bey

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les ministres et dignitaires, Mesdames, Messieurs,

Quand je parle de démocratie, j’y vois deux conditions fondamentales sans lesquelles ni la vie des peuples ni celle des individus ne sauraient être équilibrées. La première est l’aspiration d’un peuple à se connaître lui-même — à discerner en lui ses forces, pour en tirer davantage et s’en servir, et à repérer ses faiblesses, pour s’en protéger et s’en alléger. La seconde est la mise à nu de la conscience nationale devant elle-même : qu’elle voie en son cœur cet élan, cette aspiration, cette soif de vérité et ce besoin de perfection auxquels elle doit tendre. Sans ces deux éléments, je ne puis concevoir la démocratie ; et je ne crois pas que la démocratie elle-même puisse se comprendre autrement. La démocratie, c’est que le peuple comprenne ses propres aspirations ; c’est le moyen par lequel la communauté prend conscience de son besoin de vérité, de justice et d’idéaux élevés. En ce sens, la démocratie n’est rien d’autre que science et connaissance.

Si cela est vrai — et je le crois — alors le lien entre l’université et la démocratie n’est que celui de l’esprit et du corps, ou, pour le dire autrement, du raisonnement directeur et de la matière qui a besoin d’être guidée.

Sur cette base, la démocratie permet au peuple d’identifier ses besoins — en justice, en vérité, en dignité. Or je ne crois pas qu’un peuple puisse découvrir quoi que ce soit de cela s’il demeure ignorant. Ainsi, je n’exagère pas en affirmant que la démocratie déteste l’ignorance autant qu’elle chérit le savoir et la connaissance.

Mesdames, Messieurs,

Dieu n’a pas seulement doté l’Égypte de la fertilité de son sol ; Il l’a aussi dotée de la fécondité de son esprit. L’âme égyptienne, à l’instar de la terre d’Égypte, est tempérée, droite et féconde ; elle sait accueillir ce qu’on lui apporte de savoir et de culture, pour en faire profit, d’abord pour elle-même, ensuite pour les autres. Combien de plantes et d’arbres transplantés en Égypte ont prospéré et fleuri ! Combien d’idées, de pensées et de formes de connaissance y ont été introduites, s’y sont enracinées et ont profité à l’Égypte, qui à son tour les a fait profiter à d’autres pays.

Aux temps anciens, la civilisation grecque vint s’implanter en Égypte : elle s’y installa et y prospéra, apportant bénéfice à l’humanité entière. Au Moyen Âge, la civilisation islamique s’enracina et s’épanouit à son tour. À l’époque moderne, la civilisation européenne contemporaine a trouvé en Égypte un sol où croître ; elle y prospère et sert aujourd’hui le progrès de tous. L’âme égyptienne — comme son sol, son air et son milieu — est donc une source de fécondité, d’utilité et d’épanouissement. Dès lors, en cette ère nouvelle que nous vivons, une autre plante a été apportée et, à peine transplantée, a pris racine et porté fruit : l’arbre de la démocratie.

Il n'eut pas le temps de s'installer que déjà il donnait ses premiers fruits : l'éveil de la conscience nationale et la prise de conscience par le peuple de son besoin urgent d'apprendre — et d'apprendre sans cesse. L'essor, la diffusion et l'approfondissement de l'éducation en Égypte vont de pair avec l'arrivée de la démocratie. Chaque fois que l'Égypte a goûté à une vie démocratique authentique et pure, elle a senti croître en elle le désir d'apprendre, et d'apprendre sans limite.

Rappelez-vous ces deux dernières années : à peine la démocratie égyptienne avait-elle retrouvé son cours naturel que la conscience du peuple se mit à rayonner. Le peuple a pris conscience de son besoin d'instruction et a poussé son gouvernement à développer l'éducation — non à la légère, mais de manière très ambitieuse. Combien je voudrais pouvoir dire « sans mesure » ! Car c'est seulement si nous atteignons ce point que nous vivrons une démocratie pleine et véritable.

Ici il convient d'évoquer les tensions qui opposent la démocratie et les gouvernements démocratiques. Les gouvernements doivent réfléchir, planifier et agir ; ils ne souhaitent pas s'étendre sans limite. La démocratie qui coule dans le sang du peuple, elle, réclame sans cesse davantage. Si la raison est contrainte à décider et à fixer des limites, la nature des choses, elle, est plus puissante et d'un horizon plus large : si la raison atteint aujourd'hui un palier, la nature demande demain plus encore. Si cette nature nous a poussés à étendre l'instruction, elle nous contraindra demain à l'étendre davantage encore. Beaucoup se sont montrés méfiants devant de telles extensions.

Or, laissez-moi le dire sans hésiter : cette expansion n'est ni la finalité ni le terme suprême — c'est une étape première. Si nous avons été amenés aujourd'hui à généraliser l'enseignement primaire gratuit, alors inéluctablement nous serons poussés à généraliser demain l'enseignement secondaire gratuit, puis l'enseignement supérieur gratuit.

La démocratie, par nature, veille à ce que le peuple se connaisse, qu'il sache ses devoirs pour les remplir correctement, et qu'il connaisse ses droits pour les défendre sans hésitation. Le moyen pour le peuple d'apprendre ses droits et ses devoirs, d'accéder à une vie sûre, prospère et progressive, c'est la science : et le véhicule de la science n'est autre que la démocratie. Le besoin que la démocratie a de la science est inépuisable.

Il ne s'agit pas seulement que notre démocratie aspire au savoir — cela va de soi — mais de dissiper certaines illusions qui affectent tant des intellectuels éminents que d'autres moins avertis quant au lien entre science et démocratie, ou entre l'université et la démocratie.

Il existe parmi nous des intellectuels d'un haut niveau, pour qui l'enseignement universitaire devrait être strictement limité, presque traité comme un luxe auquel le peuple ne doit être livré qu'avec parcimonie. Ils craignent que, si le peuple accède à un enseignement universitaire de grande qualité, il n'aspire à ce qui ne convient pas, ne songe à des choses auxquelles il ne devrait pas songer, ou ne désire une existence qui ne lui est pas promise. Ils prônent donc la prudence dans la diffusion de l'enseignement supérieur.

Mais cette conception me paraît au minimum dangereuse pour la démocratie, et en tout cas contraire à la nature des choses. Car l'enseignement universitaire est soit un bien, soit un mal : s'il est bon, la démocratie réclame l'égalité — que tous partagent ce bien ; s'il était mauvais, la démocratie exigerait encore que tous en subissent les effets à égalité. Ainsi, faut-il considérer l'enseignement comme un bien ou comme un mal ?

Je répondrai à la façon des matérialistes — non pas des matérialistes au sens moral ou religieux, mais des matérialistes au sens pratique, qui pèsent les choses selon le profit et la perte. Répondons en termes d'intérêt. L'Égypte a-t-elle pleinement exploité son potentiel industriel, commercial et agricole ? Non. L'a-t-elle même exploité à un niveau moyen ? Non plus. Nous n'avons pas tiré de nos ressources industrielles et commerciales tout ce qu'elles pouvaient offrir ; nous cherchons encore les moyens d'en tirer parti.

La vie matérielle même — celle qui vise à la richesse et au confort — exige réflexion et travail. Comment penser et organiser si l'on n'a pas une tête pensante, c'est-à-dire l'enseignement supérieur ? Le second degré ou le niveau moyen ne suffisent pas ; et il suffit d'observer que qui prétend qu'ils suffisent n'en a souvent pas mesuré la réalité : l'enseignement primaire et secondaire ne peuvent pleinement fonctionner ni porter leurs fruits que sous la direction et la gestion de personnes ayant reçu un haut niveau d'études supérieures. Vouloir se contenter de l'enseignement secondaire, c'est condamner la nation à n'avoir ni chef ni intelligence.

On reproche par ailleurs à l'université, à raison parfois, un goût pour la théorie détachée de la pratique ; cela est concevable ailleurs que dans des sociétés démocratiques où la conscience populaire s'éveille et sait définir ses besoins. Mais l'université n'est pas une tour d'ivoire où des disciples se renferment pour cultiver un savoir stérile : c'est un milieu d'apprentissage qui forme des esprits capables de penser clairement, souplement et largement, aptes à affronter les défis théoriques et pratiques de la vie. Si nous voyons une université peuplée de moines du savoir, alors cette université n'a pas sa place ; mais si nous voyons une université qui élève l'esprit et la vie, qui rend ses étudiants utiles à eux-mêmes, à leurs familles et à leur nation, alors c'est l'université que réclame la démocratie.

Ceux qui, par pitié ou inquiétude, préconisent de restreindre l'université se méprennent sur la nature même de l'institution et sur l'estime que le peuple porte à ses besoins. Je vous assure que si l'on fondait une école qui ne viserait le savoir que pour lui-même, et non comme moyen d'une vie meilleure et plus élevée, le peuple s'en détournerait et elle échouerait. Le peuple sent ses besoins et sait les hiérarchiser — comme le disait Descartes : il possède un sens sain de ce qui lui est nécessaire. Et la démocratie repose précisément sur la justice.

Ce que, à mon sens, doit incarner cette justice, c'est l'idée que le ministre de l'Éducation a introduite : **l'égalité des chances**. L'égalité des chances donne à chacun tout ce qu'on peut lui donner légitimement ; elle ne saurait être limitée à une seule forme d'enseignement, ni à un seul domaine de la vie. Elle a commencé par l'enseignement primaire ; elle atteindra l'enseignement secondaire, puis l'enseignement supérieur ; et un jour — aujourd'hui ou demain — elle s'étendra à tous les pans de la vie sociale.

Elle offrira à l'ouvrier la possibilité de fournir tout ce qu'il peut et de servir ainsi sa sécurité et son bien-être. L'égalité des chances s'étendra et sera synonyme de ce que l'on appelle aujourd'hui la « justice sociale ».

Notre vie démocratique reposera donc sur deux piliers : l'égalité des chances et la justice sociale. Équilibrer l'aspiration de l'individu à une vie sereine, accomplie et ascendante avec le désir de ses concitoyens d'une vie semblable, et l'aspiration du peuple à une existence sûre et digne, ne peut se faire que par l'usage d'un esprit pensant et directeur — esprit qui se manifeste dans les rangs les plus avancés de l'enseignement supérieur et universitaire.

Il est vrai que certains réclament de réserver l'enseignement supérieur à une élite, arguant que tous ne sauraient y parvenir. C'est pourquoi ils préconisent la prudence et la mise à l'écart de ceux dont les circonstances ne leur permettent d'accéder à de hautes études. Mais qui sont ces personnes « privées de circonstances » ? Serait-ce une question d'argent ? Si la richesse devait trancher, alors la démocratie serait démantelée. Serait-ce une question de pouvoir ? Si la force décidait, la démocratie serait détruite elle aussi. Non : ces circonstances doivent être définies par le principe d'égalité des chances, qui s'attache à la capacité et à la disponibilité du jeune. Aucun Égyptien ne doit être exclu de l'enseignement supérieur pour des raisons de fortune ; en revanche, la vie même et l'université doivent refuser ceux qui, par manque d'aptitude, ne peuvent poursuivre ces études.

Ainsi, dans un véritable régime démocratique, l'obstacle entre la jeunesse et l'enseignement supérieur ne doit être que l'insuffisance de préparation. Si la capacité existe, il faut ouvrir les portes de l'instruction pour que ces jeunes puissent élever leur pays. Mais il convient aussi de tenir l'enseignement supérieur à l'écart d'un pur discours théorique : le pays a besoin d'une formation pratique et d'une université tournée vers la vie.

Il est heureux de constater que la démocratie égyptienne prend progressivement conscience de cela : elle ne crée des écoles que selon les besoins du pays, et elle reconnaît la valeur de l'enseignement et la dignité des universitaires, les plaçant ainsi en position d'être des membres honorables d'un peuple digne. C'est là le grand idéal vers lequel elle a commencé à tendre. Je ne doute pas que, si elle poursuit ce cap avec calme et persévérance, elle trouvera la force et la croissance nécessaires pour permettre au peuple non seulement d'apprendre, mais d'accéder à un enseignement universitaire véritablement excellent.

Le Wafd égyptien — **9 juin 1944**